

# ACTION URGENTE

## VENEZUELA. DES DÉTENU·E·S ONT BESOIN DE SOINS MÉDICAUX

Le 20 décembre 2023, Guillermo Zárraga a bénéficié d'une libération conditionnelle, après plus de trois ans de détention arbitraire au Venezuela. Trois autres victimes de détention arbitraire continuent de souffrir de la négligence des autorités vis-à-vis de leur droit à la santé et à la sécurité. Emirlendris Benítez est une mère de famille et commerçante arrêtée arbitrairement en août 2018 et soumise à la torture. María Auxiliadora Delgado et Juan Carlos Marrufo, couple marié, sont détenus depuis mars 2019. Tous sont détenus de manière inique par les autorités sous la responsabilité du président Nicolás Maduro. Nous lui demandons de garantir leur libération inconditionnelle et, pendant leur détention, de veiller à ce qu'ils reçoivent une attention médicale appropriée sans plus attendre

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Président - Nicolás Maduro**

Fiscal General de la República Bolivariana de Venezuela  
Edificio Palacio de Miraflores,  
Avenida Urdaneta,  
Caracas, Venezuela

Courriel : [correo@presidencia.gob.ve](mailto:correo@presidencia.gob.ve)

Twitter : @NicolasMaduro

Monsieur le Président,

La négligence persistante vis-à-vis de la santé et de la sécurité des personnes emprisonnées au Venezuela est très inquiétante. Emirlendris Benítez, Juan Carlos Marrufo et María Auxiliadora Delgado sont injustement privés de liberté pour des raisons politiques dans les centres de détention vénézuéliens, le centre de l'INOF dans le cas d'Emirlendris, et le centre de la Direction générale du contre-renseignement militaire à Boleíta, dans le cas de Juan Carlos et de María Auxiliadora. Tous trois souffrent de graves problèmes de santé qui nécessitent des soins médicaux urgents, dont les autorités sous votre commandement les privent de manière répétée et injustifiée.

Emirlendris Benítez a été victime de détention arbitraire, d'actes de torture, de violences liées au genre, de discrimination, d'un procès inique et de conditions de détention inhumaines. Tandis qu'elle endure ces conditions inacceptables, elle a besoin d'urgence d'une intervention chirurgicale pour traiter de graves problèmes de santé qui résultent des graves violations des droits humains qu'elle subit depuis son arrestation en août 2018.

María Auxiliadora Delgado et Juan Carlos Delgado doivent passer sans délai des examens médicaux afin d'évaluer les problèmes de santé inquiétants qui mettent leur sécurité, voire leur vie, en péril. Ils ont été arrêtés une première fois le 19 mars 2019 par la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM). Ils sont non seulement victimes de détention arbitraire, mais sont également privés de leur projet de fonder une famille.

**Emirlendris Benítez, Juan Carlos Marrufo et María Auxiliadora Delgado doivent être libérés immédiatement et sans condition. Si l'État les maintient en détention, vous devez faire en sorte de protéger leur vie, leur santé et leur sécurité. Nous vous prions instamment de leur donner accès à des soins médicaux appropriés et de confiance.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Emirlendris Benítez est une mère, une sœur et une commerçante vénézuélienne. Le 5 août 2018, elle a été arrêtée de manière arbitraire pour des motifs forgés de toutes pièces. Les autorités l'ont associée à tort à des actes de violence commis contre de hauts responsables politiques au Venezuela. Cette accusation ne repose sur aucune preuve, et elle affirme catégoriquement qu'elle n'a rien à voir avec ces événements. En détention, elle a été soumise à des actes de torture alors qu'elle était enceinte. Quelques semaines après son arrestation, elle a été transférée de force dans un établissement médical et sa grossesse a été interrompue à son insu et sans son consentement. Du fait des actes de torture auxquels elle a été soumise, elle aura longtemps besoin d'un fauteuil roulant pour se déplacer. En 2022, elle a été condamnée à 30 ans de prison par un tribunal dont les décisions sont partiales et motivées par des considérations politiques. Emirlendris Benítez n'aurait jamais dû être placée en détention, car tout indique que les charges retenues à son encontre sont à caractère politique. La peine très lourde prononcée contre elle doit par ailleurs être annulée et elle doit être immédiatement libérée.

Juan Carlos Marrufo et María Auxiliadora Delgado ont été arrêtés une première fois le 19 mars 2019 par la Direction générale du contre-renseignement militaire (*Dirección General de Contrainteligencia Militar*, ou DGCIM). C'est un couple marié : il a la nationalité espagnole, et elle italienne. Ils avaient décidé de recourir à un traitement de fécondation in vitro (FIV). Leur seul lien avec des infractions pénales semble se résumer au fait que María Auxiliadora est la sœur d'un militaire à la retraite, qui serait lié à une attaque contre Nicolás Maduro. Ils sont non seulement victimes de détention arbitraire, mais sont également privés de leur projet de fonder une famille.

Guillermo Zárraga est un ingénieur vénézuélien qui travaillait comme opérateur-technicien pour Petróleos de Venezuela S.A., la société pétrolière publique du Venezuela, à la raffinerie de Cardón, sur l'installation de craquage catalytique de Coro (État de Falcón). Il était également responsable au sein du Syndicat unique des travailleurs, dans cette même entreprise. Il a été arrêté à son domicile le 14 décembre 2020 par des membres de la Direction générale du contre-renseignement militaire. Pendant sa détention, il a été soumis à des conditions inhumaines. Les autorités carcérales ne lui ont pas fourni de nourriture et d'eau potable en quantité suffisante, entraînant une grave détérioration de son état de santé pendant sa détention. Le 20 décembre 2023, Guillermo Zárraga a été libéré sous condition, tout comme d'autres victimes de détention arbitraire à caractère politique, dont Gabriel Blanco et John Álvarez.

Le gouvernement de Nicolás Maduro ne cesse de harceler, de poursuivre et de censurer les militant·e·s et les organisations de la société civile œuvrant pour protéger les droits des Vénézuélien·ne·s dans le contexte d'une crise humanitaire complexe et d'une profonde crise des droits humains qui pousse un nombre record d'entre eux à fuir le pays en quête de sécurité et de protection. En novembre 2023, plus de 7,72 millions de personnes avaient fui le pays, soit 25 % de la population totale du Venezuela.

Depuis 2020, quatre rapports de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela ont fourni des informations détaillées sur des centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants commis dans le pays depuis 2014, ainsi que d'exemples d'instrumentalisation de la justice par le gouvernement dans le cadre de sa politique répressive, en concluant que ces graves violations des droits humains pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

**LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 7 mars 2024**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER :** Emirlendris Benítez (elle), Juan Carlos Marrufo (il), María Auxiliadora Delgado (elle)

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :** [www.amnesty.org/fr/documents/amr53/7288/2023/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/amr53/7288/2023/fr/)